RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

AFD
AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT

Compte-rendu du Comité ONG du 13 décembre 2022

25 NOUVEAUX PROJETS D'ONG FINANCES PAR L'AFD

L'AFD accorde plus de 23 millions d'euros de subventions aux organisations françaises et à leurs partenaires locaux de la société civile

Le Comité ONG de l'AFD du 13 décembre 2022 a validé l'attribution de plus de 23 millions d'euros de subventions (23 220 000 €) à 24 OSC françaises pour la mise en œuvre de 25 nouveaux projets dont le budget global s'élève à plus de 41 millions d'euros (41 815 661 €).

Parmi ces nouveaux projets, **22 projets seront déployés sur le terrain** pour soutenir :

- la protection de l'environnement et de la biodiversité, le développement d'énergie renouvelables (5 projets)
- l'éducation et l'insertion professionnelle des jeunes (6 projets)
- la protection de l'enfance (3 projets)
- le contrôle citoyen et la liberté d'information (3 projets)
- le développement rural, l'agriculture et la sécurité alimentaire (2 projets)
- l'accès à des services de santé de qualité et pour toutes et tous (3 projets)

3 projets d'intérêt général permettront également de développer des actions d'éducation à la citoyenneté et de structurer le milieu associatif français, notamment sur l'approche territorialisée, sur la mondialisation des droits humains au travail et sur les modes de coopération.

A noter également l'octroi de la **2nde phase du programme de partenariat pluriannuel porté par Action Contre la Faim**, centré sur la Santé - Nutrition, qui contribuera à la sécurité nutritionnelle des populations vulnérables dans six pays d'Afrique : Madagascar, Tchad, Cameroun, Burkina Faso, Côte d'Ivoire et Mauritanie.

PROJETS DE TERRAIN

SCOUTS ET GUIDES DE FRANCE
Agir pour la Paix, la Liberté, l'Apprentissage, la Nature, l'Equité, la Tolérance et l'Environnement (P.L.A.N.E.T.E) en France, en Tunisie, en Côte d'Ivoire, au Rwanda et au Liban

Le projet vise à faire des scouts et guides des ambassadeurs et ambassadrices d'une jeunesse tournée vers une société pacifique, inclusive et durable, en France, Tunisie, Liban, Côte d'Ivoire et Rwanda. Plus spécifiquement, il s'agit de former et de sensibiliser plus de 10 000 jeunes dans les 5 pays et de les pousser à l'action, via la conception et la réalisation d'initiatives, sur les enjeux d'égalité femmes-hommes, de tolérance interculturelle et interreligieuse, d'utilisation

responsable et positive du numérique, de préservation de la biodiversité et de transition écologique. L'apprentissage par l'action, au cœur de la méthode éducative scoute et guide, incitera ces jeunes formés à devenir des ambassadeurs et ambassadrices de l'éducation à la paix et au respect de l'environnement, et à défendre leurs idées et convictions lors d'actions de mobilisation citoyenne et de plaidoyer devant les autorités locales. En parallèle, le renforcement des capacités des associations partenaires permettra d'ancrer cette dynamique dans le temps.

Le budget total de ce projet est de 1 426 268 euros. La subvention accordée par l'AFD s'élève à 500 000 euros, soit 35% du montant total du projet.

ACTION CONTRE LA FAIM
Contribuer à la sécurité nutritionnelle des populations vulnérables à travers une approche intégrée nutrition-santé en développant des actions préventives et en proposant des politiques publiques adéquates (CPP, Phase 2 Tranche 1)

Ce programme de partenariat pluriannuel vise à contribuer à la sécurité nutritionnelle des populations vulnérables dans les six pays d'Afrique ciblés : Madagascar, Tchad, Cameroun, Burkina Faso, Côte d'Ivoire et Mauritanie. Il vient soutenir le déploiement du « Plan Stratégique International (ISP 3) » d'Action Contre la Faim (ACF) sur la période 2021-2025.
Il est centré sur la Santé- Nutrition, à travers une approche intégrée, et le renforcement des Systèmes de Santé, pour en améliorer la gouvernance locale. Cette démarche permet un diagnostic poussé du système de santé, dans les districts sanitaires ciblés, réalisé en collaboration avec les autorités sanitaires, et d'élaborer une stratégie et un plan d'actions sur plusieurs années, appropriés par les autorités. Ce programme stratégique vise à améliorer la prise en considération des facteurs sous-jacents de la sous-nutrition dans les programmes et politiques des équipes ACF, de la société civile et des États. Il cible également le renforcement des services déconcentrés de santé, nutrition, santé mentale et d'eau, hygiène et assainissement, notamment via la prise en compte de la voix de la société civile et des communautés dans la gouvernance en santé. Enfin, il entend promouvoir la prise en compte de la sécurité nutritionnelle dans les instances de gouvernance française et internationale.

Le budget total de ce partenariat sur les 4 prochaines années est de 13,1 millions d'euros. La subvention accordée par l'AFD s'élève à 9,2 millions d'euros, soit 70% du montant total. Pour la première tranche de 2 ans, le budget total s'élève à 7 271 447 euros avec une subvention de l'AFD de 4 600 000 euros.

GERES
Aller vers une industrie du textile et de l'habillement soutenable et inclusive (VETHIC) - Cambodge

Ce projet vise à améliorer la performance environnementale du secteur textile, premier secteur économique du Cambodge. A cette fin, il agit sur deux leviers qui sont le renforcement de la capacité d'agir des dirigeants, salariés et OSC parties prenantes du secteur textile, et la valorisation de l'intérêt économique et social des solutions durables pour l'environnement dans le secteur textile d'autre part. A l'issue de cette première phase de 3 ans, il est visé qu'au moins 30 usines adoptent des mesures et investissent dans des technologies performantes. Il est aussi ambitionné des propositions d'action pour faire évoluer les pratiques du secteur, soient portées par une société civile et des syndicats renforcés sur ces sujets.

Le projet est porté par le GERES, en partenariat avec le principal syndicat du secteur textile dans le pays (GMAC), et deux OSC locales (CWPD et LLC). 50 usines du secteur seront soutenues dans l'adoption de pratiques soutenables et économes. 200 techniciens et cadres du secteur et 10 dirigeants et salariés du syndicat et du centre de formation du secteur seront renforcés. 4000 salariés seront sensibilisés.

Le budget total de ce projet est de 1 160 000 euros. La subvention accordée par l'AFD s'élève à 580 000 euros, soit 50 % du montant total du projet.

SOS VILLAGES D'ENFANTS FRANCE
Renforcer la qualité de l'accueil en protection de l'enfance en Afrique de l'Ouest (Convention de Programme : QUAPAO) en Côte d'Ivoire, au Niger et au Togo - Phase 1

En Côte d'Ivoire, au Niger et au Togo, SOS Villages d'Enfants est l'une des principales organisations gérant des établissements dans lesquels les enfants et les jeunes sont accueillis et accompagnés sur le long terme, dans un cadre de vie de type familial. Afin de poursuivre les efforts en matière d'amélioration continue de la qualité, la convention de programme QUAPAO vise à accompagner ses partenaires de la société civile locale pour expérimenter et impulser une démarche d'accompagnement qualitative des 1350 enfants et jeunes pris en charges.

Le programme a pour objectif le renforcement de capacités institutionnel et organisationnel des établissements SOS Villages d'Enfants d'Afrique de l'Ouest afin de modéliser la mise en place d'une démarche d'amélioration continue de la qualité de l'offre de service de prise en charge alternative des enfants. Il ambitionne également le renforcement des capacités de 250 professionnels de prise en charge afin qu'ils développent une stratégie éducative plus respectueuse des droits de l'enfant et d'en renforcer leur effectivité au sein des 8 établissements concernés. Enfin, il cible le renforcement des dispositifs de capitalisation et de partage d'expériences de QUAPAO afin d'en améliorer la démarche qualitative de l'ensemble des établissements de SOS Villages d'Enfants dans le monde.

Le budget total de ce programme est de 2 769 231 euros. La subvention accordée par l'AFD s'élève à 1 800 000 euros, soit 65 % du montant total du projet.

FONDATION APPRENTIS D'AUTEUIL
Accompagner et renforcer les capacités et les actions dédiées aux enfants en situation de rue (Convention Programme ARCADE) en RDC, Congo, Cameroun, Madagascar, Maroc, Pérou - Phase 1

Pour répondre aux problématiques rencontrées par les enfants en situation de rue, la Fondation Apprentis d'Auteuil s'associe à 18 de ses organisations locales partenaires autour d'une approche alliant prévention, accompagnement global des enfants et renforcement de capacités des acteurs de la Protection de l'Enfance.

Ce programme vise à contribuer à la promotion et à la mise en œuvre des droits des enfants et des jeunes en situation de rue autour d'une approche qualitative du renforcement de capacités des acteurs de la Protection de l'Enfance et de ses partenaires locaux selon deux niveaux d'intervention. Au niveau opérationnel, il cible le renforcement des 5 partenaires

associatifs locaux mettant en œuvre sur le terrain les activités de prévention, de protection, de prise en charge et de formation/insertion socio-professionnelle des enfants en situation de rue dans 3 pays d'Afrique Centrale (RDC, République du Congo, Cameroun). Au niveau transversal, avec les 19 partenaires membres de la Communauté de Pratiques et des Savoirs qui bénéficient et contribuent à l'appropriation de l'Approche Fondée par les Droits de l'Enfant (AFDE) par les acteurs (publics, associatifs, privés) œuvrant pour la défense des droits de l'enfant.

Le budget total de ce programme est de 4 000 000 euros. La subvention accordée par l'AFD s'élève à 2 000 000 euros, soit 50 % du montant total du projet.

AIDE ET ACTION
Promouvoir l'égalité des genres à travers la formation professionnelle et l'entrepreneuriat au Laos et au Vietnam

Le projet EGFPE a pour objectifs de lutter contre les inégalités de genre et de favoriser l'autonomie des jeunes femmes au Laos et au Vietnam, en utilisant trois leviers d'action : la formation, l'accès à des opportunités économiques, et le plaidoyer. Concrètement cette démarche consistera à procurer aux jeunes femmes des opportunités économiques pour réaliser leurs aspirations professionnelles, par divers moyens : études de marché, mise en réseau, formation professionnelle sur les filières porteuses et les compétences entrepreneuriales, assistance technique continue (formation, mentorat, coaching), fonds d'amorçage et appui à la création d'entreprise pour des femmes entrepreneures, dans divers secteurs (agro-alimentaire, transformation, éco tourisme…). Le projet permettra également d'améliorer l'égalité des genres et réduire les discriminations et préjugés à l'égard des femmes, par le soutien aux organisations communautaires féministes, la production de connaissances, et le plaidoyer.

Pour ce faire, le projet mobilisera l'ensemble des parties prenantes des écosystèmes locaux : OSC et organisations communautaires, administrations et décideurs publics, autorités locales, acteurs économiques. Il bénéficiera directement à 6 800 jeunes femmes et hommes, une partie importante des activités (appui technique, fonds d'amorçage…) ciblant exclusivement les jeunes femmes.

Le budget total de ce programme est de 1 429 649 euros. La subvention accordée par l'AFD s'élève à 700 000 euros, soit 49 % du montant total du projet.

COMITE NATIONAL DE SOLIDARITE LAÏQUE (CNSL)
Renforcer les compétences pour demain en Afrique de l'Ouest (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée, Niger, Sénégal) – Convention Programme Phase 2

En Afrique, 10 % seulement des jeunes entrant chaque année sur le marché du travail accèdent à un emploi décent et stable. Cette convention-programme entend apporter une réponse à cet enjeu majeur, en aidant des jeunes africains à se former, à s'autonomiser, à améliorer leur employabilité et à concrétiser leur engagement citoyen.

L'outil central au service de la démarche de Solidarité Laïque et de ses partenaires est la mise en place de centres de ressources ouverts, appelés Laboratoires d'innovations sociales (LABIS) : ce sont des tiers lieux, installés au cœur des quartiers, ouverts aux jeunes et leur permettant d'échanger, de se former, de transmettre des savoirs, de mutualiser les ressources et les informations. Autour de ces LABIS gravite un ensemble de dispositifs et d'activités permettant aux jeunes de concrétiser et de poursuivre leurs projets de formation, d'autonomisation, de recherche d'emploi ou de de création d'activité, d'engagement citoyen. Plus de 22 600 jeunes femmes et hommes issus de quartiers péri-urbains bénéficieront des programmes et services du projet, selon diverses modalités : accès aux LABIS, formations, accompagnement vers l'emploi et la création d'entreprise. Le projet permettra aussi d'appuyer 200 associations ou clubs de jeunes ayant pour objet l'engagement citoyen de leurs membres, une dizaine de communes et huit services publics de la jeunesse pour les aider dans la construction et le pilotage de leur politique de jeunesse.

Le budget total de ce programme est de 3 395 898 euros. La subvention accordée par l'AFD s'élève à 1 800 000 euros, soit 53 % du montant total du projet.

Experts Solidaires
Développer des réseaux d'énergies villageoises à Madagascar

L'ambition de ce nouveau projet consiste à créer une dynamique locale, sociale et économique par l'apport d'une solution d'accès à l'électricité décarbonée, dans des zones rurales du Nord de Madagascar non connectées au réseau et non ciblées par les plans d'électrification des services de l'Etat.

Concrètement, il s'agira de l'installation d'une petite infrastructure solaire sur un ou plusieurs bâtiments construits dans le cadre du projet, d'une puissance suffisante pour répondre à des besoins variés de communication, d'information, d'artisanat, de transformation et de production de produits agricoles. Ces services proposés aux villageois et aux petits entrepreneurs permettent en retour de financer l'exploitation du service énergétique, et ainsi d'en assurer la gestion, la maintenance voire l'extension. Dans ce projet, Experts Solidaires ambitionne d'améliorer le bien-être social des habitantes et des habitants, en particulier des jeunes et des femmes, à travers le renforcement des organisations de la société civile locales ; de développer durablement la vie économique locale par le déploiement de nouveaux services électrifiés et décarbonés auprès de la population ; et enfin de concevoir et promouvoir un modèle de développement rural durable, respectueux de l'environnement, réplicable, flexible et évolutif.

Le budget total de ce programme est de 987 268 euros. La subvention accordée par l'AFD s'élève à 550 000 euros, soit 56 % du montant total du projet.

SOS VILLAGES D'ENFANTS FRANCE
Améliorer la qualité de l'accueil en protection de l'enfance à Madagascar (QUAPEM) – Phase 2

SOS VE France et ses partenaires locaux poursuivront leur intervention initiée en 2017 visant, d'une part, à soutenir les OSC intervenant dans la protection de l'enfance dans le pays et,

d'autre part, à renforcer leur collaboration avec les autorités publiques dans une approche fondée sur les droits humains.

Le projet, qui se déroulera dans les régions d'Analamanga, de Vakinankaratra, de Vatovavy Fitovinany et d'Atsinanana, vise la poursuite de l'accompagnement des OSC pour améliorer la qualité de l'accueil et de l'accompagnement des enfants. Il ambitionne également de renforcer les autorités locales dans la région de Vakinankaratra pour la pleine mise en œuvre du cadre légal de la protection de l'enfance. Enfin, un volet de plaidoyer en faveur de l'augmentation des moyens dédiés par l'Etat à la protection de l'enfance sera mis en œuvre.

Le budget total de ce programme est de 800 000 euros. La subvention accordée par l'AFD s'élève à 400 000 euros, soit 50 % du montant total du projet.

OXFAM FRANCE
Accroître le contrôle citoyen sur les industries extractives et les finances publiques au Sénégal – phase 2

A travers ce projet, Oxfam et ses partenaires (Enda LEAD, CESTI, WIM Sénégal et Forum Civil) travaillent, avec les communautés impactées, les organisations de la société civile, les médias et les mouvements sociaux au Sénégal, à générer des preuves, à sensibiliser le public, à former les acteurs et influencer les décideurs sur toute la chaîne de gouvernance des industries extractives.

Le premier objectif du projet consiste à améliorer l'accès à l'information et la participation citoyenne dans le suivi des industries extractives et dans le suivi budgétaire. Les activités s'adressent aux journalistes, aux communautés, et en particulier aux jeunes et aux femmes, aux organisations de la société civile mais également aux parlementaires et aux autorités décentralisées. Le deuxième objectif est de travailler à la distribution des revenus générés par les activités minières aux communautés impactées par l'exploitation des ressources minérales : l'objectif est que les fonds miniers créés par les autorités sénégalaises doivent se mettent en place de façon effective. Le troisième objectif est de renforcer le plaidoyer de la société civile pour une meilleure prise en compte des préoccupations environnementales dans les territoires impactés par les industries extractives.

Le budget total de ce projet est de 774 000 euros. La subvention accordée par l'AFD s'élève à 460 000 euros, soit 59 % du montant total du projet.

GLOBE
Améliorer les perspectives d'avenir de la jeunesse rurale par la formation, la création artistique et la structuration du secteur des industries culturelles et créatives au Sénégal

Il s'agit d'un projet de développement local par la culture, la valorisation du patrimoine, la formation, la création et la production artistique dans la région Nord du Sénégal. Il vient pérenniser la démarche que l'association Globe met en œuvre dans le village de Mboumba depuis plus de douze ans avec notamment l'organisation tous les deux ans du Festival à Sahel Ouvert (FASO). Le projet veut accompagner un changement de narratif dans un territoire rural

et montrer le rôle transversal de la culture et de la créativité dans la réalisation des objectifs de développement durable.

Le projet est structuré en trois volets. Le premier est centré sur l'éducation et la formation professionnelle dans les domaines artistiques et techniques. Le deuxième est consacré à la structuration d'une filière industries culturelles et créatives en milieu rural. Il s'agit de rendre le centre culturel Wendoogo opérationnel (équipement, charte graphique, gouvernance, etc.). Le troisième volet favorise l'implication des jeunes dans la société civile : soutien aux initiatives culturelles qu'ils proposent, implication dans la création d'une radio locale, dans des actions de plaidoyer sur le développement durable et dans des événements culturels.

Le budget total de ce projet est de 483 950 euros. La subvention accordée par l'AFD s'élève à 200 000 euros, soit 41 % du montant total du projet.

CLIMATE CHANCE
Mettre en place un projet démonstrateur climat-biodiversité en République de Guinée

La Guinée, située au carrefour de nombreuses connectivités écologiques, présente d'importants enjeux de restauration du couvert forestier, de préservation des ressources naturelles et de conservation de la biodiversité.

Pour répondre à cette problématique, le projet de Climate Chance a pour ambition de mettre en place un premier projet démonstrateur d'expérimentation sur des techniques de recensement de la biodiversité (images satellitaires, association des populations), de mobilisation de financements climat (en lien avec l'article 6 de l'accord de Paris) et de fléchage de ces financements vers des projets de développement au bénéfice des populations locales, sur un terrain d'expérimentation allant du Nord au Sud (sur environ 350 Km).

Le corridor identifié relie la zone transfrontalière située à la frontière du Sénégal (Badiar/Lébékéré) et longe le Nord du pays pour atteindre le Parc National du Moyen Bafing (PNMB) puis descend vers le Sud pour rejoindre Mamou, les forêts classées de Soyah, Sabouyah et Pinselli (territoires du projet OKKPS). Le projet s'inscrit dans le cadre d'une initiative plus globale de création d'une coalition de mobilisation internationale autour de la préservation des corridors biologiques en Afrique, portée, elle aussi, par l'Association Climate Chance.

Le budget total de ce projet est de 845 107 euros. La subvention accordée par l'AFD s'élève à 300 000 euros, soit 35 % du montant total du projet.

FONDATION PIERRE FABRE
Développer des soins essentiels de qualité pour les populations démunies au Liban (phase 1 – extension de financement sur un projet en cours)

Cette extension de financement vise à répondre à la hausse massive des besoins d'accès aux services de santé primaire au Liban, la défaillance des services publics s'étant accrue fortement depuis la conception du projet initial et son démarrage en 2021. La société civile a dû démultiplier son offre pour compenser la déliquescence des services publics en raison du manque de personnel et de moyens financiers et matériels.

Le projet est mis en œuvre par l'Association libanaise des Chevaliers de l'ordre de Malte (ALCM) avec le soutien de la Fondation Pierre Fabre. Il vise à renforcer la qualité des soins dispensés aux populations libanaises et réfugiées les plus pauvres, dans les onze centres de santé primaire de l'Association libanaise des Chevaliers de Malte. Cette amélioration de l'offre de soins repose sur trois éléments fondamentaux : la qualité des soins, la bonne gouvernance des structures de santé, la disponibilité de données épidémiologiques. Face aux difficultés du système de santé, elle vise ainsi le renforcement du dispositif de centres de santé primaire du ministère de la Santé libanais via l'accréditation de nouveaux centres et la garantie d'une qualité des soins et des médicaments. Une anticipation des besoins et une adaptation de l'offre de soins sera également possible grâce à une meilleure compréhension de la situation sanitaire. La pérennité des services dispensés par l'ALCM en sera renforcée. La Fondation Pierre Fabre se positionne comme un partenaire global de l'ALCM et soutient la mise en place de réformes structurelles, indispensables à la consolidation de son réseau de centres de soins de santé primaire.

Le budget total de ce projet est de 2 582 659 euros. Avec l'extension de financement de 729 000 euros, la subvention totale accordée par l'AFD s'élève à 1 628 273 euros, soit 63 % du montant total du projet.

FEDERATION LEO LAGRANGE
Emanciper et engager les communautés du Kurdistan irakien par l'éducation populaire - Phase 2

Ce projet a pour vocation de développer l'éducation populaire au Kurdistan irakien. Dans un contexte post-conflit, l'éducation populaire est utilisée comme outil permettant aux enfants, aux jeunes et aux adultes d'être acteurs de leurs projets, de leurs communautés, tout en déployant des valeurs humanistes et solidaires qui viennent renforcer les liens au sein de la population. L'objectif final est de favoriser la résilience et l'épanouissement des enfants et jeunes des communautés hôtes mais aussi des réfugiés et déplacés, en particulier la communauté yézidie qui a été particulièrement victime des exactions de DAESH.

Le projet vise à former les animateurs jeunesse, les enseignants du primaire et du secondaire et les professionnels du milieu carcéral aux approches de l'éducation populaire ; à renforcer les capacités de volontaires, dont de jeunes étudiants, à mettre en place des micro-projets sur leur temps libre pour répondre aux besoins de leurs communautés ; et à accompagner des personnes déplacées, dont des yézidis, dans un processus de résilience associant une approche psychosociale et d'éducation populaire.

Le budget total de ce projet est de 872 758 euros. La subvention accordée par l'AFD s'élève à 500 000 euros, soit 57 % du montant total du projet.

MIGRATIONS ET DEVELOPPEMENT
Développer une gestion durable des ressources naturelles dans le massif du Siroua, au Maroc

Le massif du Siroua, situé dans les régions du Souss-Massa et du Drâa Tafilalet, au Centre sud du Maroc, est confronté aux effets du changement climatique, au stress hydrique et à la surexploitation des ressources naturelles. Pour renforcer la résilience des écosystèmes et des

communautés locales, revitaliser ce territoire et valoriser son potentiel écologique et économique, le projet « Agir pour les APAC du massif du Siroua » entend développer une gestion intégrée des ressources naturelles.

Le projet, porté en consortium par les OSC Migrations & Développement et Terre & Humanisme PESI, et mené en étroite collaboration avec les partenaires locaux, régionaux et nationaux, prévoit ainsi de préserver et valoriser les ressources naturelles du massif du Siroua. Le projet lancera ou renforcera les aménagements de bassins versants du massif, mènera des activités de restauration de la biodiversité et de diffusion des pratiques agroécologiques auprès des exploitations agricoles familiales et accompagnera la commercialisation des produits locaux, notamment ceux issus de la filière de la laine Siroua. Il permettra également de renforcer l'animation concertée entre les acteurs du territoire pour favoriser une gestion durable des ressources naturelles, et de produire de la connaissance et essaimer les innovations du projet pour prouver qu'il est possible de faire des territoires de montagnes des zones exemplaires en termes de gestion durable des ressources.

Le budget total de ce projet est de 1 500 000 euros. La subvention accordée par l'AFD s'élève à 900 000 euros, soit 60 % du montant total du projet.

IREX EUROPE

Favoriser la participation citoyenne et l'insertion professionnelle des jeunes grâce aux médias et au numérique – Tunisie – Phase 2

La jeunesse tunisienne est particulièrement touchée par le chômage et confrontée à une exclusion économique, sociale et politique qui a un impact sur sa participation citoyenne et son engagement dans la vie publique. Les nouveaux médias, et notamment numériques, constituent des moyens alternatifs qui peuvent permettre aux jeunes de faire entendre leurs voix. Le projet « JAMIL.Net + Emploi » vise ainsi à favoriser la participation citoyenne et l'insertion professionnelle des jeunes tunisiens et tunisiennes à travers l'éducation aux médias et à l'information (EMI) dans 6 gouvernorats parmi les moins développés du pays (Tunis, Béja, Gafsa, Gabès, Kasserine et Kébili).

Après une première phase du projet (2019-2022), ce nouveau projet permettra de poursuivre les activités déjà lancées et de renforcer le volet insertion professionnelle via des ateliers d'EMI proposés dans les maisons de jeunes, qui leur permettront de mieux utiliser les médias et d'être sensibilisés à des thématiques telles la liberté d'expression, la citoyenneté, les migrations, les stéréotypes de genre ou le handicap. Un dispositif d'accompagnement personnalisé sera également mis en place pour améliorer leur accès à l'emploi et l'auto-emploi dans les secteurs d'activités liés aux médias et au numérique. Enfin des activités visant à pérenniser le modèle économique de 5 radios associatives permettront à ces médias alternatifs, très écoutés des jeunes, de devenir des outils de promotion des intérêts de la jeunesse et des viviers d'emplois pour les jeunes.

Le budget total de ce projet est de 740 000 euros. La subvention accordée par l'AFD s'élève à 370 000 euros, soit 50 % du montant total du projet.

AGRONOMES ET VETERINAIRES SANS FRONTIERES

Renforcer les droits des communautés, la résilience des moyens de subsistance et la conservation de la biodiversité en Afrique australe et au Ghana

Le projet vise à renforcer les capacités d'influence et de plaidoyer des communautés autochtones et de leurs organisations en charge de la gestion des ressources naturelles. Porté par AVSF et Noé Conservation, avec l'appui de Resource Africa en Afrique Australe, il se concentrera sur le renforcement des capacités et l'apprentissage croisé entre sept organisations nationales CBNRM *(Community Based Natural Resources Management)* et 50 communautés au Botswana, au Malawi, en Namibie, en Tanzanie, en Zambie, Zimbabwe et au Ghana.

Les communautés seront soutenues par le biais d'ateliers de formation et d'appuis techniques continus sur les systèmes de suivi et d'information pour collecter, analyser et partager des données sur les ressources naturelles. Cela permettra aux communautés d'affiner leurs stratégies de conservation et leurs décisions de gestion, dans une optique de réduction de leurs dépendances à une ressource unique et de diversification des pratiques d'utilisation des terres. Le projet renforcera également les capacités de ces communautés afin qu'elles soient mieux représentées et qu'elles puissent conclure des accords contractuels « gagnants-gagnants » avec le secteur privé dans les domaines du tourisme, de la chasse et du biocommerce. Enfin, il intègrera une action pilote d'AVSF en Namibie, basée sur l'adaptation des pratiques agricoles et d'élevage au changement climatique avec l'appui de deux organisations nationales reconnues dans la gestion communautaire des ressources naturelles – NACSO (*Namibian Association of Community Based Natural Resource Management*) et IRDNC (*Integrated Rural Development and Nature Conservation*).

Le budget total de ce projet est de 1 663 971 euros. La subvention accordée par l'AFD s'élève à 1 00 000 euros, soit 60 % du montant total du projet.

FRERES DES HOMMES
Promouvoir l'agroécologie paysanne et l'engagement citoyen en Haïti – phase 3

Il s'agit de la troisième phase du projet « Ranfo Lavi Peyizan » qui vise à renforcer la sécurité alimentaire et les groupements collectifs dans deux communes situées dans le département du Centre en Haïti. Il est mis en œuvre avec le Mouvement Paysan Papaye (MPP) et le Groupe de Recherche et d'Action pour le Développement Intégré du Milieu Rural Haïtien (GRADIMIRH) et a pour objectif de renforcer les capacités techniques, citoyennes et politiques de trois types de collectifs : les groupements paysans, les brigades agro-sylvicoles et les comités citoyens, pour favoriser leur engagement pour le développement et la transformation de leurs territoires de manière durable.

Le projet renforcera les collectifs dans leur structuration, leur gouvernance et leurs capacités d'intervention : comment gérer un collectif, travailler de manière transparente, créer des liens avec d'autres acteurs, intégrer les enjeux climatiques, l'écocitoyenneté et la déconstruction des stéréotypes de genre. Le projet accompagnera les collectifs paysans à monter des activités socio-économiques (élevage, maraichage, pépinières…) durables de manière autonome, en limitant progressivement les intrants apportés de l'extérieur. Enfin, il encouragera les dynamiques d'actions concertées sur les territoires, à l'initiative des citoyen·nes, en impliquant la jeunesse. Les comités citoyens créés avec l'appui du projet seront dotés de financements pour leur permettre de développer des actions en faveur de la jeunesse et de l'environnement.

Le budget total de ce projet est de 1 016 924 d'euros. La subvention accordée par l'AFD s'élève à 600 000 euros, soit 59 % du montant total du projet.

ORIENT XXI
Soutenir les médias indépendants en Méditerranée en Egypte, Jordanie, Liban, et Tunisie – phase 2

Le projet a pour objectif de soutenir le développement de 5 sites d'information en ligne indépendants et d'accompagner leur mise en réseau, en Egypte, Jordanie, Tunisie et au Liban (2 médias libanais). Ces médias sont issus des printemps arabes et sont les seuls à proposer un contenu d'information alternatif quotidien dans la région. L'objectif est de permettre aux médias de développer des projets éditoriaux ambitieux autour de thématiques ou de grands enjeux de société et de renforcer la coopération entre les médias de la région.
Des séries d'articles thématiques seront composées en coopération entre les journalistes des différents médias, des rencontres annuelles seront organisées entre les journalistes, ainsi que des résidences d'une semaine entre médias pour accompagner des journalistes sur des compétences spécifiques (gestion administrative, technique web, recherche de fonds, développement de la visibilité, etc.).

Le budget total de ce projet est de 323 800€. La subvention accordée par l'AFD s'élève à 180 000€, soit 56% du montant total du projet.

AIDES
Améliorer le parcours de santé des personnes migrantes dans la région Amériques et Caraïbes

Le projet propose une approche globale de la santé sexuelle et reproductive (SSR) s'adressant spécifiquement aux populations de migrants en Amérique Latine et aux Caraïbes, en particulier les femmes, les jeunes, les LGBTQI et les travailleur.euse.s du sexe (TDS) qui sont particulièrement exposé.es au VIH, afin de le leur assurer un suivi et une prise en charge communautaire de services de SSR entre les différents pays.

Un outil de suivi du parcours de santé des migrants multi-pays sera créé (site internet dont certains volets seront accessibles aux migrants eux-mêmes, d'autres réservés aux personnels de santé, et l'identité des utilisateurs protégée par un identifiant unique), qui permettra une prise en charge continue d'un pays à l'autre et évitera aux personnes de répéter leur histoire, grâce à un système de référencement (dispositions entre les structures d'accueil permettant d'adresser une personne à une autre structure en assurant la continuité de la prise en charge) et de contre référencement (dispositions symétriques lors du retour de la personne). Des services de e-santé facilitant la prise en charge à distance pourront ensuite être ajoutés à l'outil développé. Le projet permettra d'améliorer la connaissance des parcours migratoires des populations, de leurs besoins (santé, sociaux, droits) et des réponses locales existantes afin d'élaborer un état des lieux puis un cadre de référence commun et partagé ; de développer une plateforme numérique multi-pays permettant la référence et la contre référence des SSR pour les populations en mobilité ; et de mettre en place, évaluer et dupliquer le système incluant les services d'offre de santé, la référence - contre référence et la diffusion du système auprès des autorités régionales et nationales.

Le budget total de ce projet est de 1 862 536 euros. La subvention accordée par l'AFD s'élève à 1 100 000 € soit 59% du budget global du projet.

PREMIERE URGENCE INTERNATIONALE
Améliorer la santé maternelle, néonatale, infantile et des adolescents dans la province de Ouaddaï, au Tchad (phase 1)

Le projet vise à améliorer l'accès aux soins de santé maternelle, néonatale, infantile et aux soins relatifs à la santé sexuelle et reproductive, dans districts sanitaires d'Abéché et Adré, au Tchad. Il vise, d'une part, à améliorer l'offre de soins, en proposant un appui aux structures sanitaires (formation des agents de santé, réhabilitations et dotations en médicaments et en équipements médicaux) et, d'autre part, à améliorer les conditions d'accès aux services de santé de base à travers l'engagement communautaire : sensibilisation des communautés en matière de santé sexuelle et reproductive et de violences basées sur le genre, formation relais communautaires.

Le projet sera mis en œuvre avec le Bureau d'Appui Santé et Environnement (BASE), OSC tchadienne qui cumule expérience sur l'approche communautaire dans les projets de santé et connaissance de la zone d'intervention. Le projet impliquera les autorités sanitaires, avec un comité de pilotage composé des directeurs de BASE et PUI, du Délégué Sanitaires Provinciale du Ouaddaï et des médecins chefs de districts d'Abéché et d'Adré.

Le budget total de ce projet est de 2 700 000 euros. La subvention accordée par l'AFD s'élève à 1 350 000 euros, soit 50 % du montant total du projet.

ACTING FOR LIFE
Former et insérer les maçons de demain dans l'écoconstruction – Togo, Bénin (phase 3)

Ce projet est la troisième phase d'un projet de promotion de l'écoconstruction mené dans trois pays (Togo et Bénin), dans l'objectif global de contribuer au développement économique et social des territoires d'intervention et d'améliorer l'insertion des jeunes. Le projet se situe à la croisée de deux préoccupations majeures : soutenir le secteur de l'artisanat, qui est un moteur d'activités important mais demeure sous-exploité, et améliorer la situation de l'emploi des jeunes. Il renforce l'insertion professionnelle des jeunes dans les métiers de la maçonnerie à travers différents leviers de soutien à la filière. Le projet propose les activités suivantes : formations de différentes natures, appui à l'insertion des jeunes à travers plusieurs mécanismes (appui aux plans d'affaires, achats d'équipements collectifs, visites d'échange), appui à l'organisation et à la professionnalisation des acteurs des secteurs d'activités impactés par le projet.

Les partenaires sont l'Association des communes de l'Atacora et de la Donga (ACAD) et la Gestion de l'Environnement et Valorisation des Produits Agropastoraux et Forestiers (GEVAPAF) respectivement au Togo et au Bénin. Elles étaient déjà partenaires sur la phase précédente et ont bénéficié d'actions de renforcement des capacités.

Le budget total de ce projet est de 1 200 000 euros. La subvention accordée par l'AFD s'élève à 700 000 euros, soit 58 % du montant total du projet.

PROJETS D'INTERET GENERAL

COMITE FRANCAIS POUR LA SOLIDARITE INTERNATIONALE (CFSI)
Coopérer autrement en acteurs de changement – Phase 3

Le programme Coopérer autrement en acteurs de changement est la troisième phase d'un projet d'intérêt général qui propose d'une part de financer et d'accompagner des initiatives de coopération de territoire à territoire, de format méso-projet, dans un partenariat pluri-acteurs et d'autre part de diffuser et de valoriser les connaissances issues de ces initiatives. La finalité générale de ce programme est de contribuer au renouvellement des pratiques de solidarités nationale et internationale dans le cadre de l'Agenda 2030 pour lutter contre les inégalités et contribuer à la défense des droits humains.

Ce programme fait suite à deux phases qui ont mobilisé au total plus de soixante-dix organisations en France et dans quatorze pays de quatre continents. Cette troisième phase prend en compte la montée en puissance des partenaires du Sud et l'émergence d'enjeux partagés entre territoires. Dans ce nouveau contexte, elle vise à explorer et à mettre en pratique la dimension de réciprocité dans les projets.

Dix opérations innovantes, proposées par les membres du CFSI et par leurs partenaires, sont ainsi soutenues dans le cadre du projet. La capitalisation est centrée sur la réciprocité dans les démarches partenariales. Un baromètre de la réciprocité est créé à cette occasion. Des webinaires et un séminaire international permettent de créer un débat sur ces questions entre praticiens du développement. Auprès d'un public plus large, des animations décentralisées ouvrent des échanges sur la coopération entre territoires, à des fins de plaidoyer pour la solidarité internationale. Enfin, une étude d'impact vient analyser les effets du programme sur les actions et stratégies des membres, du CFSI.

Le budget total de ce projet est de 2 067 870 euros. La subvention accordée par l'AFD s'élève à 1 000 000 euros, soit 48% du montant total du projet.

AIDE MEDICALE ET DEVELOPPEMENT (AMD) – POLE DE SOLIDARITE INTERNATIONALE DE GRENOBLE
Structuration des acteurs de la solidarité internationale et de l'ECSI en Isère et région AURA et renforcement de l'offre en éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale

Le projet porté par un consortium d'associations iséroises vise à contribuer à la structuration des acteurs de la Solidarité Internationale et au développement de l'offre d'Éducation à la Citoyenneté et à la Solidarité Internationale en Isère et région Aura. Il souhaite renforcer l'engagement et la mobilisation citoyenne, notamment de la jeunesse, notamment à travers le renforcement du Pôle de Solidarité Internationale de Grenoble (PSI), son intégration croissante, complémentaire et en tant que relais, dans les réseaux et dispositifs de structuration du milieu association, de solidarité internationale et d'ECSI, locaux, régionaux et nationaux.

A travers ce projet, le Pôle de Solidarité Internationale contribuera à la structuration associative des acteurs de la SI/ECSI et à la mobilisation citoyenne de la population en Isère en renforçant et complétant les dispositifs régionaux et en relayant les dispositifs nationaux (relais de démultiplication). Il s'agira ainsi de structurer un réseau d'acteurs associatifs autour

d'un projet commun porté et animé par le PSI de Grenoble. De manière complémentaire, à travers ce lieu ressource, le projet contribuera aussi au développement de l'offre en ECSI en Isère, en complémentarité et partenariat avec les acteurs sous régionaux et nationaux, favorisant l'engagement citoyen de la population et notamment des jeunes.

Le budget total de ce projet est de 590 160 euros. La subvention accordée par l'AFD s'élève à 300 000 euros, soit 51% du montant total du projet.

COLLECTIF ETHIQUE SUR L'ETIQUETTE
Mondialiser les droits humains au travail

Le Collectif Ethique sur l'étiquette regroupe une diversité d'acteurs de la société civile engagés pour la défense des droits humains au travail. Il concentre ses travaux sur les chaînes de sous-traitance mondialisée des secteurs à forte intensité de main d'œuvre, en premier lieu le textile-habillement.

Le premier volet du projet a pour objectif de renforcer la connaissance, par le plus grand nombre, des impacts sur les droits humains au travail du modèle économique de production mondialisée : il s'agit de documenter, analyser et relayer les atteintes aux droits fondamentaux au travail. Le deuxième volet consiste à mener un plaidoyer pour le respect des droits fondamentaux au travail, afin que les mesures législatives visant à encadrer l'activité des multinationales progressent. Sont prévues à ce titre des interpellations des entreprises sur les cas de violation et des interventions auprès des pouvoirs publics en faveur de législations contraignantes, aux niveaux national, européen et international. La mobilisation citoyenne est enfin un levier central d'action et des actions destinées au grand public, à l'échelon local ou national, sont prévues dans le projet : défendre localement le contre-discours sur la mode responsable, mener des campagnes d'opinion, développer des outils d'interpellation grand public, proposer des pistes alternatives de consommation.

En trois ans, le Collectif ESE entend ainsi avec ce projet mobiliser jusqu'à 2000 militants associatifs et syndicaux et sensibiliser jusqu'à 300 000 citoyens en France. Les actions de médiatisation et communication grand public devraient permettre de toucher de 1 à 3 millions de personnes.

Le budget total de ce projet est de 781 819 euros. La subvention accordée par l'AFD s'élève à 430 000 euros, soit 55% du montant total du projet.